

Approche ESG

- LBA intègre harmonieusement l'analyse environnementale, sociale et de la gouvernance (ESG) dans sa recherche fondamentale et ses décisions de gestion de portefeuille. Aucun changement n'a été apporté à cette approche en 2019.
- La surveillance de cette intégration des enjeux ESG incombe à l'équipe de placement, au comité de gestion et, au bout du compte, au conseil d'administration.
- Notre cadre de recherche et d'intégration ESG repose sur les critères d'importance du Sustainability Accounting Standards Board (SASB), qui distinguent un ensemble minimal d'enjeux de durabilité les plus susceptibles d'avoir une incidence sur le rendement opérationnel ou la situation financière d'une société typique de son secteur, peu importe son emplacement.
- LBA fait appel aux fournisseurs de services externes Sustainalytics et Glass Lewis dans le cadre de ses activités de recherche ESG et de vote par procuration.

Initiatives ESG

- LBA est membre de la **Coalition canadienne pour une bonne gouvernance (CCGG)** et signataire des **Principes pour l'investissement responsable (PRI)** des Nations Unies.
- Notre processus d'examen ESG est piloté par M. Terry Howard, responsable ESG de LBA, qui a obtenu l'accréditation FSA (Fundamentals of Sustainability Accounting) du SASB.
- Cinq autres professionnels des placements ont obtenu l'accréditation FSA en 2019, de sorte que six des 23 membres de l'équipe de placement détiennent actuellement cette accréditation. Notre objectif est que tous nos analystes et gestionnaires de portefeuille obtiennent cette accréditation d'ici la fin de 2020.
- En 2019, LBA s'est dotée d'un comité des changements climatiques dont les principales missions consistent à :
 - Repérer les risques et les possibilités de placement découlant des changements climatiques, à l'intérieur de nos portefeuilles et à l'échelle des marchés des capitaux.
 - Analyser des scénarios de changements climatiques, en se penchant en premier lieu sur les changements physiques mondiaux potentiels et leur impact sur la conjoncture macroéconomique, les politiques et les règlements, la dynamique des secteurs d'activité et le rendement des diverses sociétés.

Faits saillants de la recherche et de l'engagement ESG

Nous entretenons un dialogue fréquent sur les questions ESG avec les sociétés en portefeuille et celles dans lesquelles nous envisageons d'investir. On trouvera ci-dessous la description de certaines de nos interventions de 2019 (parmi beaucoup d'autres).

ACTIONS INTERNATIONALES

- **Atrium European Real Estate** – Atrium est un propriétaire-exploitant de centres commerciaux de grande qualité situés en Europe centrale et en Europe de l'Est. Atrium est exposée à l'augmentation de la consommation de la classe moyenne dans certains des pays affichant la croissance économique la plus rapide en Europe de l'Est, où l'on projette une hausse des ventes au détail d'environ 5 % par an. LBA est actionnaire d'Atrium depuis 2011 et est son deuxième plus important actionnaire. Récemment, le principal





actionnaire d'Atrium, Gazit Globe Ltd., a offert d'acquérir les 40 % d'actions restantes d'Atrium pour 3,75 € l'action. LBA jugeait ce prix largement inférieur à la valeur de la société. Par conséquent, elle a augmenté sa position dans Atrium, dialogué avec la direction de la société pour faire valoir ses préoccupations et publié deux communiqués de presse pour contester le prix d'offre. LBA a réussi à bloquer l'opération.

- **Devon** – Nous avons dialogué avec le chef de la direction et d'autres cadres supérieurs de Devon au sujet du régime de rémunération des dirigeants de la société. Nous avons informé la société que son régime impliquait une dilution qui dépassait le seuil fixé dans nos politiques et l'avons avisée que s'il était adopté, nous envisagerions de voter contre le régime de rémunération de l'an prochain. Nous avons exprimé des réserves quant au fait que deux dirigeants reçoivent des crédits supplémentaires en fonction de l'âge aux termes de leur régime de retraite. Nous avons aussi fortement encouragé la société à mieux aligner la rémunération de ses dirigeants sur des indicateurs environnementaux mesurables, comme le torchage.
- **Eastman Chemicals** – Nous avons dialogué avec la direction d'Eastman Chemicals au sujet de sa stratégie concernant les déchets de plastique. Eastman est un important fabricant de produits chimiques et, à ce titre, il lui incombe selon nous de développer des technologies qui aident la société à gérer ses déchets de plastique. Nous avons discuté en détail de sa technologie de renouvellement du carbone et de recyclage des produits chimiques, qui permet à Eastman d'utiliser des tapis mis au rebut comme matière première dans la fabrication de ses produits. Nous comprenons qu'à ce stade, ces technologies ont une incidence limitée sur les profits d'Eastman et sur le volume de déchets de plastique recyclés aux États-Unis, car la chaîne logistique des déchets de plastique n'y est pas encore très développée. Cependant, nous continuons de communiquer l'importance du développement de ce segment par Eastman comme argument de placement.
- **Energias de Portugal (EDP)** – Nous avons rencontré Energias de Portugal plusieurs fois durant l'année afin de faire le suivi de sa stratégie d'accélération de la croissance dans les énergies renouvelables. Nous avons interrogé l'entreprise sur son projet de se départir de sa centrale électrique au charbon au Brésil. Nous avons également discuté des résolutions figurant dans sa circulaire de sollicitation de procurations afin de comprendre les propositions faites par un autre actionnaire en vue d'accélérer la décision de China Three Gorges sur une éventuelle acquisition d'EDP.
- **FLSmidth & Co. A/S** – FLSmidth est un important fournisseur d'équipement, de services et de solutions d'ingénierie dans les secteurs mondiaux des mines et du ciment. La société a lancé le programme MissionZero, dont l'objectif est de permettre aux clients d'exploiter des cimenteries zéro émission et de gérer des activités minières zéro émission d'ici 2030. Il vise également à permettre des processus miniers sans eau ou à consommation nette d'eau nulle. Les technologies actuelles permettraient une réduction de 70 % du CO₂ dans la production de ciment, les 30 % restants provenant de nouvelles solutions et de nouveaux partenariats mis sur pied par la société. Le ciment représente actuellement 8 % des émissions mondiales de CO₂. Nous avons dialogué avec la société pour comprendre comment elle prévoit développer et mettre en œuvre ces technologies.
- **Freeport-McMoRan** – Nous avons eu des discussions avec la direction au sujet des pratiques d'élimination des résidus miniers de la mine Grasberg, en Indonésie, dont les effets dommageables sur l'environnement ont été mis en cause. Nous avons déjà enquêté sur la question en nous entretenant avec la haute direction. La société affirmait que ses pratiques étaient entièrement conformes à la réglementation et qu'elles avaient été mises au point expressément pour la mine Grasberg afin de répondre à des conditions environnementales très complexes. Nous considérons Freeport comme une société minière très crédible et expérimentée, qui exerce des activités dans de nombreux territoires et conditions d'exploitation minière. Nous conservons nos actions de l'entreprise et continuons de suivre l'évolution du dossier.
- **Gazprom** – Nous avons voté contre la nomination des administrateurs non indépendants pour exprimer notre insatisfaction à l'égard du manque de transparence dans deux placements privés de titres de



participation réalisés en 2019. Nous avons également voté contre le projet de modification des statuts de l'entreprise et les modifications apportées aux règlements du conseil et de la commission d'audit, en raison de manque de clarté quant aux raisons motivant ces changements.

- **Kyocera Corporation** – Nous avons rencontré le chef des finances de l'entreprise au Japon afin de discuter des soldes de trésorerie excessifs et de l'indépendance du conseil. La société s'est engagée à améliorer le rendement pour les actionnaires et à nommer des administrateurs indépendants, bien qu'à un rythme que nous jugeons toujours décevant.
- **Total** – Nous avons rencontré des représentants de la société pour parler de certaines résolutions figurant dans sa circulaire de sollicitation de procurations. Nous avons insisté sur le fait que nous privilégions la séparation des fonctions de chef de la direction et de président du conseil, et que nous continuerions de voter contre l'échelonnement des mandats d'administrateur. Nous avons aussi discuté de la stratégie de la société concernant le changement climatique, et souligné l'importance d'adopter une approche proactive en matière d'information et une ligne de conduite opérationnelle crédible pour réduire les émissions de GES au fil du temps.

ACTIONS DES MARCHÉS ÉMERGENTS

- **Cemex** – Cemex est une société mondiale de matériaux de construction dont le siège se trouve à San Pedro, au Mexique. La société produit du ciment, des agrégats et du béton prêt à l'emploi, surtout à l'intention d'une clientèle mexicaine et américaine. Nous avons constaté que les administrateurs de Cemex sont élus en bloc, qu'ils restent longtemps en poste et qu'un des administrateurs indépendants siège au conseil de sept autres sociétés ouvertes. Nous avons voté contre le conseil d'administration pour manifester notre insatisfaction à l'égard des pratiques de gouvernance de la société.
- **China Mobile et Beijing Enterprises Holdings** – Nous avons dialogué avec ces deux sociétés chinoises à propos de leurs stratégies de déploiement des capitaux. Lors de nos discussions avec les dirigeants de China Mobile, nous avons à maintes reprises suggéré que la société verse un dividende spécial ou lance un programme de rachat d'actions. En ce qui concerne Beijing Enterprises, nous avons fait part de nos préoccupations quant à la stratégie de gestion des liquidités de la société qui privilégie les acquisitions outre-mer au détriment du versement de dividendes aux actionnaires.
- **DP World** – DP World est un exploitant portuaire mondial dont le siège se trouve à Dubaï, aux Émirats arabes unis. La stratégie de la société consistait à acquérir des actifs de logistique/distribution pour renforcer sa position de facilitatrice des échanges commerciaux mondiaux. Cette stratégie semblait opportune pour DP World, mais la direction n'a pas adéquatement communiqué et dévoilé les renseignements pertinents aux actionnaires. Nous avons fait pression pour que DP World se montre plus transparente et nos efforts se sont traduits par une nette amélioration des normes de déclaration de la société.
- **First Pacific** – First Pacific est une société de portefeuille bien gérée. La sous-performance temporaire de certaines de ses filiales en Asie du Sud-Est ayant plombé le cours de l'action, nous avons fait pression pour que la société rachète davantage d'actions et réduise la rémunération des membres de la haute direction.
- **Kingboard Laminates** – Malgré un bilan solide, la société continue d'emprunter pour profiter de l'écart de taux d'intérêt par rapport aux obligations à « rendement élevé ». Nous avons fait part à des représentants de la société de notre déception à l'égard de cette pratique.
- **Semen Indonesia** – Nous avons discuté de plusieurs enjeux ESG (émissions de carbone, gestion des déchets, sécurité, gouvernance) avec la direction. Nous suivons de près l'avancement du programme environnemental de la société. Nos discussions relatives à la gouvernance ont surtout porté sur le manque d'indépendance des administrateurs et la nécessité d'une meilleure divulgation de l'information.



ACTIONS CANADIENNES

- **AGT Food and Ingredients** – Nous nous sommes publiquement opposés à l’offre de privatisation présentée par la direction, Fairfax et Point North Capital puisque nous jugions son prix (18,00 \$) inadéquat. Nous ne sommes toutefois pas parvenus à empêcher l’opération.
- **Air Canada** – À la suite d’un quasi-accident en Californie, nous avons échangé avec la direction de la société au sujet de ses règles de sécurité.
- **Athabasca Oil** – Nous avons informé la direction de la société de nos préoccupations concernant la dilution excessive du capital découlant de son programme de rémunération des dirigeants et avons retiré notre appui au président et au comité de rémunération pour exprimer notre opposition à la dilution.
- **Canfor Corporation** – Nous nous sommes publiquement opposés au rachat, par les actionnaires majoritaires de la société, de la participation de 49 % détenue par les actionnaires minoritaires, car nous jugions le prix de l’offre (16,00 \$) inadéquat. L’offre de privatisation a finalement été retirée lorsque la majorité des actionnaires minoritaires s’est opposée à l’opération.
- **Cenovus** – Nous avons discuté avec la société au sujet de ses émissions de gaz à effet de serre et nous avons fourni des conseils à son conseiller ESG sur la façon dont elle pourrait mieux informer les investisseurs concernant les enjeux environnementaux et sociaux.
- **Encana** – Nous nous sommes publiquement opposés au projet de la société de déménager son siège social de Calgary aux États-Unis. Nous étions préoccupés par l’impact négatif sur les investisseurs détenant des actions d’Encana par l’intermédiaire de fonds indiciels canadiens ou détenant des portefeuilles uniquement composés de titres canadiens (c’est-à-dire bon nombre de nos clients), qui seraient forcés de liquider leurs actions à des prix très bas. Nous avons expliqué notre point de vue à deux sociétés indépendantes de conseil en vote par procuration, dans l’espoir de les convaincre de s’opposer au déménagement de la société. Les actionnaires ont finalement voté en faveur de la proposition.
- **Hudbay Minerals** – Nous avons eu des discussions régulières avec la direction de la société pour encourager l’adoption des meilleures pratiques du secteur concernant ses relations avec les collectivités touchées par les opérations de la société dans les régions éloignées du Pérou. À la suite de nos discussions, Hudbay a mis en place un code de conduite et de déontologie et une politique en matière de droits de la personne et a accru ses efforts visant à respecter les normes les plus élevées du secteur. Nous surveillons de près ces types d’enjeux et discutons avec les sociétés pour encourager l’adoption des meilleures pratiques.
- **Husky Energy** – Nous avons maintenu notre engagement auprès de la direction de Husky en ce qui a trait aux enjeux liés à l’environnement et à la sécurité des employés auxquels la société a été confrontée durant la dernière décennie. Nous avons reçu une lettre de Husky expliquant les mesures prises pour répondre à nos préoccupations et nous continuons de surveiller de près la situation.
- **Linamar** – Nous avons eu une discussion approfondie avec la haute direction de la société afin d’aborder divers enjeux ESG et de nous renseigner sur le plan de la société pour gérer ceux-ci. Nous avons généralement été satisfaits des initiatives environnementales mises en œuvre par la société, visant notamment à accroître l’utilisation de l’énergie renouvelable, à réduire la consommation d’eau et à développer des produits pour les véhicules électriques. La société s’engage proactivement à accroître la diversité, plus particulièrement en favorisant le rayonnement des femmes au sein de l’organisation et en collaborant avec des universités pour inciter les femmes à poursuivre des études en sciences et en ingénierie. Nous avons exprimé des préoccupations concernant la rémunération des dirigeants, que nous jugeons excessive, et nous avons encouragé la société à augmenter la taille et le niveau d’indépendance de son conseil d’administration.



- **Lucara Diamonds** – Nous avons échangé avec la direction de la société au sujet de la durabilité et de l'impact social de ses activités au Botswana. La société applique le système de certification du processus de Kimberley, un programme visant à retirer les diamants de conflits de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Tous les envois de diamants bruts doivent être certifiés. De plus, Lucara est membre de l'Association des producteurs de diamants, mettant l'accent sur la santé et la sécurité des employés, la collaboration avec les collectivités locales, la gestion environnementale et la transparence sur le plan financier. Lucara appuie des initiatives agricoles communautaires au Botswana, où elle exerce ses activités.
- **Norbord** – Nous avons eu des discussions avec Norbord sur la durabilité de leurs produits et l'impact environnemental de leur production. Le produit offert par la société – le bois – est une ressource renouvelable et de faibles émissions nettes sont générées par son processus de production, qui utilise la biomasse comme source d'énergie. Lors de nos discussions, la société a mentionné qu'elle « mettrait l'accent sur les améliorations et l'affectation de ressources à des projets axés sur la durabilité. En 2020, Norbord a amorcé un projet visant à évaluer objectivement les facteurs environnementaux, sociaux et liés à la gouvernance (ESG) actuels et potentiels pertinents pour la société. Norbord s'engage à produire un rapport ESG détaillé d'ici la fin de 2020. »
- **Pretium Resources** – La direction de la société nous a informé de son projet d'électrification d'équipements miniers souterrains. Une étude est en cours et laisse entrevoir l'incidence positive de la réduction des émissions provenant de l'équipement, des exigences en matière de ventilation pour les travailleurs souterrains et des coûts d'exploitation attribuable à la source d'énergie peu coûteuse (BC Hydro).
- **Transat** – Nous avons discuté de l'offre d'achat de Transat présentée par Air Canada avec la direction de ces deux sociétés. Nous jugions le prix de l'offre (13 \$ l'action) inadéquat et, à la suite de nos discussions, celui-ci est passé à 18 \$ l'action, ce qui représente une hausse de 38 %.

AUTRES RECHERCHES

Le comité des changements climatiques de LBA a analysé les principaux modèles et affirmations scientifiques entourant les changements climatiques et le réchauffement mondial. Notre macroéconomiste et des spécialistes des secteurs ont évalué les vastes répercussions politiques et économiques des changements climatiques et des mesures prises pour les atténuer, y compris les mesures réglementaires et législatives propres à une région ou un pays et les initiatives de collaboration mondiales.

Les membres du comité ont commencé à scruter les technologies et les solutions qui sont déjà utilisées pour atténuer les effets des changements climatiques et celles qui sont en cours d'élaboration et devraient être accessibles dans un proche avenir. Ils se sont d'abord concentrés sur les technologies de captage et de stockage du carbone (CSC) largement utilisées dans des secteurs comme la production du ciment et la production d'électricité. Leurs recherches porteront prochainement sur les batteries et les solutions d'atténuation propres aux différents secteurs d'activité.

Dans tous ses travaux, le comité ne perd pas de vue notre objectif ultime, qui est de veiller à ce que les portefeuilles de nos clients soient bien placés pour profiter des possibilités liées à l'adoption de nouvelles technologies et solutions et d'éviter les risques excessifs découlant des conséquences directes et indirectes des changements climatiques.



Décisions de placement liées aux facteurs ESG

ACTIONS INTERNATIONALES

Renonciation à investir

Grupo Mexico et Glencore

- En 2019, alors que les prix des métaux étaient peu élevés, nous avons étudié la possibilité d'étoffer notre portefeuille de titres miniers en y ajoutant Glencore et Grupo Mexico. En effet, ces deux sociétés sont d'importants producteurs mondiaux de cuivre, matériau de base indispensable à la transition vers les énergies renouvelables.
 - Nous avons décidé de ne pas investir dans Glencore en raison de sa présence importante dans le secteur de l'extraction de charbon thermique et d'enquêtes sur des affaires de corruption menées par le département américain de la Justice en République démocratique du Congo.
 - Nous avons également décidé de ne pas investir dans Grupo Mexico. Nous avons beaucoup de réserves au sujet des antécédents de la société en matière sociale. En particulier, le projet de cuivre Tia Maria, au Pérou, a rencontré une forte opposition locale, ce qui a entraîné des violences. Le gouvernement péruvien a délivré le permis d'exploitation de la mine en octobre 2019, mais, en raison de l'opposition historique de la population locale, nous continuons d'éviter ce titre. À ce stade, le fait que le gouvernement péruvien a approuvé le projet n'est pas suffisant pour nous faire changer d'avis, et nous continuons de suivre de près la situation.

ACTIONS CANADIENNES

Brookfield Property Partners

Modification de l'évaluation

- Brookfield Property Partners (BPY) possède certains des immeubles les plus emblématiques des grandes régions métropolitaines, est présente à l'échelle mondiale et a l'expertise nécessaire pour repérer et exploiter les occasions qui s'offrent à elle. BPY appartient à 54 % à Brookfield Asset Management, son gestionnaire externe, qui perçoit des honoraires calculés d'après l'actif géré ainsi que des dividendes. Les inconvénients de cette structure sont les frais élevés et les conflits d'intérêts potentiels. En plus de soulever ces questions auprès de la direction, nous prenons en compte le montant total de ces frais dans le calcul de la valeur de l'actif net de BPY, ce qui donne un niveau de valorisation beaucoup plus prudent pour BPY et, par conséquent, augmente notre potentiel de rendement.

Nouvelles ESG

ACTIONS INTERNATIONALES

- Plusieurs sociétés en portefeuille ont été reconnues comme des entreprises citoyennes modèles dans le classement 2020 des 100 sociétés les plus durables du monde de *Corporate Knights* :
 - **Cisco** a gagné 10 places pour se retrouver au 4^e rang grâce à ses revenus de plus de 25 milliards de dollars provenant de produits possédant des attributs environnementaux essentiels.
 - **ING Groep** est passé de la 35^e à la 7^e place. ING s'est fixé un ensemble clair d'objectifs et de cibles, notamment doubler son portefeuille de financement climatique d'ici 2022 et aligner son portefeuille de 600 milliards d'euros sur l'objectif de l'Accord de Paris, soit limiter le réchauffement climatique bien en



deçà des deux degrés. ING déploie également des efforts pour que, d'ici 2023, son portefeuille néerlandais ne contienne plus que des immeubles de bureaux « verts ».

- **Hewlett Packard Enterprise** se classe maintenant au 15^e rang. HPE s'est engagée à respecter les normes les plus strictes de conduite des affaires et de gouvernance d'entreprise.
- **Sanofi** est arrivée 28^e et figure dans l'indice Clean 200 2019. Sanofi fait le suivi de sa contribution à l'amélioration de l'accès aux soins et réduit son empreinte environnementale. Elle veille à ce que la responsabilité sociale de l'entreprise soit intégrée à l'ensemble de ses activités.
- **BNP Paribas** occupe la 31^e place du classement. La banque a obtenu pour la 3^e année consécutive la note la plus élevée (A+) décernée par l'Association des Principes pour l'investissement responsable (PRI). Ce faisant, l'Association a confirmé son engagement envers l'intégration des facteurs ESG et sa détermination à porter ces enjeux à l'attention des sociétés et des marchés dans lesquels elle investit.
- **Valeo** s'est classée 34^e. Valeo est le 11^e équipementier automobile mondial. L'entreprise exerce ses activités dans 29 pays et s'emploie à fournir des solutions pour l'électrification des véhicules et la conduite autonome. Les 13 membres du conseil d'administration possèdent différents bagages, ce qui permet au groupe de profiter d'un éventail diversifié d'expériences et de compétences (42 % des membres du conseil sont des femmes et 92 % ont moins de 70 ans).
- **Siemens** a décroché la 41^e place du palmarès. En septembre 2015, elle a été la première société industrielle mondiale à s'engager à devenir carboneutre d'ici 2030. Son portefeuille environnemental aide ses clients à accroître leur compétitivité et à lutter contre le changement climatique.
- **Merck** est arrivée 78^e. L'électricité achetée par Merck provient à 14 % de sources renouvelables, pourcentage qui passera à 100 % d'ici 2040. Entre autres statistiques notables, Merck obtient une note de 100 % à l'indice Corporate Equality Index de la fondation Human Rights Campaign, 41 % de ses cadres sont des femmes, l'entreprise a fait des dons totaux de 2,8 milliards de dollars en 2018 et elle a réduit de 15 % sa consommation d'eau depuis 2015.
- **GlaxoSmithKline** s'est classée au 79^e rang et s'est distinguée pour sa transparence, principalement du point de vue des prix.
- **Samsung** figure à la 80^e place du classement. Sa consommation d'énergies renouvelables a atteint 92 % aux États-Unis, en Chine et en Europe. L'entreprise a également pris des mesures décisives en faveur de la transition vers l'économie circulaire, qui privilégie l'utilisation de matériaux durables et la réduction des déchets. En particulier, les matériaux jetables comme le plastique et le vinyle sont progressivement remplacés dans les emballages par des matériaux durables comme le papier.
- **Intel Corporation** s'est classée 81^e. Depuis 2012, elle a investi plus de 200 millions de dollars dans des projets de conservation de l'énergie à l'échelle mondiale, ce qui lui a permis d'économiser plus de 4 milliards de kilowatts-heures et environ 500 millions de dollars jusqu'à la fin de 2018. Intel a également bien progressé dans la réalisation de son objectif consistant à recycler 100 % de l'eau consommée à l'échelle mondiale d'ici 2025, et est en voie de réaliser son objectif de réduction de la consommation d'eau pour 2020. De plus, grâce à ses efforts visant à prévenir le travail forcé et l'exploitation dans sa chaîne d'approvisionnement, ses fournisseurs ont reversé plus de 14 millions de dollars aux travailleurs depuis 2014.
- **Panasonic Corporation** arrive au 89^e rang. Tout en réduisant l'énergie consommée dans ses activités, l'entreprise favorise la création et l'utilisation d'énergie propre grâce à ses divisions des solutions énergétiques (éclairage LED) et des systèmes de gestion de l'énergie, ainsi qu'en proposant des batteries pour véhicules écologiques, des modules photovoltaïques et des piles à combustible.



- **Bank of America**, qui fournit des fonds de plusieurs milliards de dollars à l'économie à faibles émissions de carbone, offre un solide régime de retraite à ses employés, et son conseil d'administration, composé au tiers de femmes, présente une diversité de genre relativement impressionnante.
- **Smurfit Kappa** est un chef de file mondial des emballages en carton ondulé. Smurfit a lancé son initiative *Better Planet Packaging Design*, qui vise à relever un des plus grands défis auxquels est confronté le secteur : réduire la quantité de déchets recyclables produite quotidiennement.
- Le projet Galaxy Upcycling de **Samsung Electronics America** a reçu le prix *Top Project of the year* lors des Environmental Leader Product & Project Awards 2018. Le jury a félicité la société pour son « approche créative consistant à réutiliser de vieux matériaux afin de réduire la mise en décharge et le volume de déchets électroniques ». Samsung s'est donné pour objectif de reconvertir et de revaloriser chaque téléphone Galaxy, ce qui évitera la mise au rebut prématurée et prolongera la durée de vie utile de milliards d'appareils.

ACTIONS CANADIENNES

- Plusieurs sociétés canadiennes en portefeuille ont été reconnues comme des entreprises citoyennes modèles dans le classement 2020 des 100 sociétés les plus influentes du monde de *Corporate Knights* :
 - **Bombardier** s'est classée 44^e en plus de figurer dans l'indice Clean 200 2019. Bombardier crée des façons plus intelligentes et plus efficaces de parcourir les distances et de rapprocher les gens tout en reconnaissant la nécessité de réduire au minimum l'incidence négative de ses produits et de ses activités sur l'environnement.
 - La **Banque de Montréal** est arrivée au 48^e rang et a à son actif 30 ans d'expérience en investissement responsable.
 - **Cascades**, qui se place en 49^e position, fait aussi partie de l'indice Clean 200 2019. C'est le seul fabricant d'emballages et une des 12 seules entreprises canadiennes à figurer au palmarès.
 - La **Financière Sun Life** occupe la 60^e place. En 2019, elle a émis pour 750 millions de dollars d'obligations durables, devenant ainsi la première compagnie d'assurance-vie du monde à procéder à une telle émission. Une obligation durable diffère d'une obligation verte du fait qu'elle concerne à la fois des actifs verts et sociaux.
 - **Cogeco Communications** est arrivée au 88^e rang.
 - **Teck Resources**, qui occupe la 91^e place, est une des sociétés minières les mieux classées du monde. Outre ses excellentes notes au chapitre de la productivité carbone et la qualité de son régime de retraite, Teck doit son bon classement à la diversité croissante de ses métaux, laquelle est indispensable à une économie à faibles émissions de carbone. Le cuivre (un composant essentiel des véhicules électriques) et le zinc représentent maintenant la moitié des revenus de la société.
 - **Telus** se classe 96^e au palmarès. La société est signataire du Pacte mondial des Nations Unies (RCPM), et fait rapport sur sa contribution à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) ainsi que sur ses progrès du point de vue des principes liés aux droits de l'homme, au travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.
- **Les Aliments Maple Leaf** aspire à devenir l'entreprise de produits de protéines la plus durable de la planète. En novembre 2019, Maple Leaf a annoncé qu'elle était devenue la première grande entreprise alimentaire carboneutre au monde.
- **Air Canada** a été nommée transporteur écologique de l'année (2018) par le magazine *Air Transport World*. Celui-ci a reconnu les réalisations d'Air Canada dans le domaine de l'environnement, en particulier son



engagement à réduire ses émissions en appuyant la production de carburants de remplacement et ses nombreux programmes et partenariats écologiques.

POSITIONS DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Les sociétés pétrolières et gazières cotées en bourse sont en concurrence avec les grands producteurs souverains comme les sociétés d'État russes et saoudiennes, qui subissent peu de pressions en matière de transparence ou de désinvestissement. Les sociétés de ressources indépendantes représentent seulement 30 % de l'offre mondiale de pétrole et de gaz naturel, mais le fait qu'elles sont cotées en bourse les rend beaucoup plus vulnérables à la pression sociétale. Par conséquent, le désinvestissement des sociétés de ce secteur transfère des parts de marché des producteurs minoritaires les plus tenues d'agir de façon responsable vers des monopoles qui n'ont pas d'obligations de transparence semblables.

Les principales sociétés pétrolières et gazières cotées en bourse investissent massivement pour réduire leurs émissions et se concentrent sur la recherche-développement (R-D) liée à la transition. Le texte qui suit met en évidence les progrès réalisés au chapitre de la gérance environnementale par les sociétés énergétiques présentes dans le portefeuille, grâce notamment à des initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et à la communication d'informations améliorées.

Le point sur le secteur canadien des sables bitumineux

- Selon IHS Markit, l'intensité des émissions de GES liées à l'exploitation des sables bitumineux en amont a chuté de 21 % entre 2009 et 2017 et pourrait baisser d'encore 16 à 23 % au cours de la prochaine décennie.
- Les réductions réalisées au cours de la dernière décennie résultent principalement des améliorations apportées aux activités d'extraction des sables bitumineux, les méthodes in situ, relativement nouvelles, étant encore en phase initiale d'optimisation.
- L'intensité de GES de certains projets est déjà égale ou presque égale à celle du baril nord-américain moyen (étant de 1 % inférieure à 16 % supérieure), et le secteur dans son ensemble est en passe de réaliser des réductions importantes.

Placements dans le secteur de l'énergie

En 2019, les sociétés productrices de pétrole et de gaz de notre portefeuille (représentant plus de 98% de l'ensemble de nos participations dans le secteur de l'énergie) se sont classées dans le 15e percentile supérieur du groupe industriel des producteurs de pétrole et de gaz pour la cote de risque ESG globale de Sustainalytics. En termes d'indicateurs liés au carbone, nos positions se sont classées dans le premier quartile.

PLACEMENTS CANADIENS

Canadian Natural Resources

- De 2009 à 2018, Canadian Natural Resources a dépensé 3,1 milliards de dollars en R-D.
- La société est un chef de file du captage et du stockage du CO₂ (CSC). Elle capte annuellement 2,7 millions de tonnes, ce qui équivaut à 576 000 automobiles de moins sur la route et représente la troisième plus importante capacité de CSC au monde.
 - Son portefeuille comprend les projets Horizon, Quest CCS (participation de 70 %) et NorthWest Upgrader (participation de 50 %).



- De 2013 à 2017, les émissions de GES du projet Horizon ont diminué de 24 %. Le volume de gaz rejeté à l'air libre, associé principalement à la production du pétrole brut, a baissé de 71 %.
- En 2017, 80 % de l'eau utilisée dans la production thermique à ses sites d'exploitation in situ des sables bitumineux provenait d'eau de production recyclée.
- De 2012 à 2017, l'intensité globale des émissions de GES de la société (CO₂ par baril équivalent pétrole) a reculé de 25 %.
- L'intensité de GES des activités d'extraction de sables bitumineux et d'exploitation in situ de Canadian Natural Resources (65 % de la production) n'est supérieure que de 5 % à la moyenne mondiale.

Suncor Énergie

- Entre autres réalisations, la société a engagé pour 400 millions de dollars de dépenses de R-D dans les domaines de la technologie et de l'innovation en 2018, a réduit ses émissions de GES liées aux sables bitumineux de 60 % depuis 1990, a réduit l'intensité de la consommation d'eau de son usine de base de sables pétrolifères de 30 % au cours des quatre dernières années et a investi 700 millions de dollars de dollars dans des entreprises autochtones depuis 2018.
- Suncor a publié son Rapport climat en 2017. Elle travaille actuellement à intégrer le scénario des 2 degrés prévu par l'Accord de Paris, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC), et publiera un rapport mis à jour en 2020.
- Les mesures prises comprennent la mise en service de nouvelles centrales de cogénération au gaz à l'usine de base, qui réduiront la combustion du coke de pétrole (ceci a l'avantage de réduire les émissions de CO₂, de produire gratuitement de la chaleur et de la vapeur, et de réaliser des économies de coûts), l'aménagement de nouveaux parcs éoliens et l'installation de bornes de recharge de véhicules électriques aux stations-service de Suncor.
- Suncor s'est engagée à réduire l'intensité de ses émissions de CO₂ de 30 % de 2015 à 2030 en implantant la cogénération au gaz à son usine de base (ce qui lui permettra de réaliser la moitié de cet objectif), à utiliser des solvants en C3-C4 dans ses projets de drainage par gravité au moyen de vapeur (DGMV), ce qui réduira les besoins en vapeur, et à utiliser des solvants dans l'extraction primaire, ce qui éliminera totalement l'utilisation de l'eau.
- Suncor ne se contente pas de développements technologiques internes ; elle surveille et investit également dans des technologies développées par d'autres sociétés. Prenons par exemple le partenariat de Suncor avec Enerkem, qui transforme les ordures ménagères en biocarburants. Selon un article paru dans le prestigieux magazine Corporate Knights : "Ce sont des partenariats comme celui-ci qui combinent l'expertise de différents secteurs qui mèneront à des percées, à des possibilités de croissance importantes et qui offriront au Canada la plus grande chance de réussite sur la scène mondiale".¹

Cenovus Energy

- Un des chefs de file de la production thermique de pétrole, Cenovus affiche le plus faible ratio vapeur/pétrole, ce qui se traduit par des émissions de GES moindres.
- Cenovus a réduit son intensité de GES de 33 % depuis 2004.
- Elle compte réduire encore l'intensité de ses émissions en augmentant l'utilisation des solvants et en recourant davantage à la cogénération.

Husky Energy

¹ Canada's oil sands are best positioned to lead the energy transformation, Mark Little and Laura Kilcrease, June 1, 2020
<https://www.corporateknights.com/channels/energy/canada-oil-sands-lead-energy-transformation-15909912/>



- Husky s'est depuis longtemps engagée à minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement grâce à des méthodes socialement responsables, scientifiquement fondées et économiquement saines. Nombre de leurs bâtiments s'intègrent dans le paysage naturel et disposent d'un éclairage, d'un chauffage, de refroidissement et d'isolation très efficaces. Husky utilise les éléments naturels dans la mesure du possible. L'éclairage naturel, le refroidissement du sol et l'énergie solaire en sont quelques exemples. Ils recyclent tous les déchets possibles et investissent dans des produits et des technologies qui soutiennent la durabilité environnementale.
- Les mesures prises comprennent le recyclage de 88 % et de 82 % de l'eau utilisée respectivement dans les projets de DGMV Sunrise et Tucker, le projet de réutilisation de l'eau à la raffinerie de Lima, la fourniture à la Chine de gaz naturel plus propre provenant du projet Liwan, et la réinjection de gaz dans la région de l'Atlantique.

Encana Corporation (Ovintiv)

- Toutes les activités d'Encana prennent place en Amérique du Nord et sont soumises à des lois et règlements en matière d'environnement, de santé, de sécurité et de lutte contre la corruption qui comptent parmi les plus sévères du monde.
- Encana n'est pas exposée au secteur des sables bitumineux.
- Encana recycle 26 % de son eau et a électrifié ses trois plus importantes usines de traitement du gaz de Colombie-Britannique en recourant à l'hydroélectricité, ce qui lui a permis de réduire ses émissions de GES de 860 000 tonnes par an.

Birchcliff Energy

- Birchcliff recycle 90 % de l'eau de reflux provenant de ses puits.
- La société a installé des dispositifs de récupération de chaleur à son usine de traitement du gaz de Pouce Coupe pour réduire ses émissions.
- Birchcliff consulte les groupes d'autochtones et collabore avec eux.

Tourmaline Oil

- La production de la société se compose à 85 % de gaz naturel, le combustible fossile le plus propre.
- Elle recycle 60 % de son eau, dont 95 % de l'eau de reflux.
- La société a considérablement réduit les émissions de GES associées au forage et à la complétion des puits en recourant aux essais de puits, durant lesquels le gaz est capté et non brûlé à la torche.

Enerflex Ltd.

- Enerflex facilite la production, le traitement, le transport et l'utilisation de gaz naturel propre, qui supprime le charbon dans la production d'énergie et de chaleur et réduit ainsi les émissions de GES.
- Enerflex exerce ses activités à l'échelle mondiale et met en œuvre ses pratiques exemplaires partout où elle est présente, assurant ainsi un environnement de travail sécuritaire pour ses employés.

Peyto Exploration & Development Corp.

- Peyto a réduit l'intensité de ses émissions de 24 % au cours de la période 2013-2017.
- Sur la même période, elle a également réduit de 25 % le torchage et le rejet à l'air libre du méthane.
- Elle recycle 30 % de son eau, dont 76 % de l'eau de reflux.



PLACEMENT INTERNATIONAUX

Royal Dutch Shell

- Dans le cadre de ses ambitions stratégiques, Royal Dutch Shell répondra aux pressions de la société en faveur de la transition énergétique et suscitera l'appui du public envers ses activités.
- Shell se donne pour objectif de réduire de 50 % l'empreinte carbone nette de ses produits énergétiques d'ici 2050 (de 20 % sur la période 2016-2035) et de fournir une électricité faible en carbone à 100 millions de personnes dans les pays en développement d'ici 2030.
- L'entreprise a lancé plusieurs initiatives, dont la production d'énergie éolienne, le passage de la production d'électricité au charbon à la production au gaz, la production de carburants propres, et l'installation de bornes de recharge à ses stations-service.
- Elle a dépensé 1 milliard de dollars en R-D en 2018.
- Le torchage en amont a été réduit de 60 % de 2014 à 2018 et sera éliminé au plus tard en 2030.
- En 2018, Shell a acheté une participation de 44 % dans la société américaine d'énergie solaire Silicon Ranch pour 200 millions de dollars et a pris une participation de 20 millions de dollars dans la société indienne d'énergie renouvelable Husk Power Systems. L'objectif d'investissement de Shell dans les projets d'énergie verte a été fixé entre 4 et 6 milliards de dollars pour la période allant de 2016 à la fin de 2020.²
- L'entreprise a réduit ses émissions directes de GES de 30 % depuis 2010.

Total SA

- Total a dépensé 912 millions de dollars en R-D en 2017 et affecté 10 % de ce budget au stockage et au piégeage du carbone.
- Elle a pour ambition de réduire son intensité de carbone de 15 % entre 2015 et 2030.
- Total vise une réduction de 80 % du torchage entre 2010 et 2020 et compte abandonner cette pratique d'ici 2030.
- Total se transforme en entreprise intégrée de production de gaz et d'électricité afin de produire et de distribuer une électricité faible en carbone, conformément aux cibles fixées par l'Accord de Paris.
- L'objectif de Total pour les énergies renouvelables consiste à investir 500 millions de dollars par an dans les technologies énergétiques propres. Au cours des dix dernières années, elle a réalisé un certain nombre d'investissements stratégiques, dont 1,4 milliard de dollars pour acquérir 60 % des parts de la société américaine SunPower dans le secteur de l'énergie solaire en 2011. Total vise à devenir un leader mondial intégré dans le domaine de l'énergie solaire et dispose d'une capacité de 1,6 gigawatts (GW) qu'elle prévoit porter à 5 GW au cours des cinq prochaines années. En 2016, elle a acheté le fabricant français de batteries Saft pour 1,1 milliard de dollars et a racheté l'entreprise belge d'énergie verte Lampiris pour 224 millions de dollars. En 2018, Total a acquis 74 % des parts du distributeur français d'électricité Direct Energie pour 1,7 milliard de dollars, propulsant l'entreprise au rang de l'un des premiers fournisseurs d'électricité en France.

ConocoPhillips

- ConocoPhillips a réduit ses émissions de GES de 7 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an depuis 2009.
- Elle se donne pour objectif de réduire ses émissions de 5 à 15 % d'ici 2030.

² How the six major oil companies have invested in renewable energy projects, James Murray ,16 Jan 2020
<https://www.nsenegybusiness.com/features/oil-companies-renewable-energy/>



- L'entreprise surveille régulièrement l'impact de ses activités sur la faune. Par exemple, elle réalise des relevés annuels par caméra infrarouge avant d'aménager les chemins de glace en Alaska afin de repérer les tanières d'ours polaires et les troupeaux de caribous et afin de réduire l'impact sur l'environnement.

Hess Corporation

- Hess est en voie de réduire l'intensité de ses émissions de GES de 25 % et l'intensité de ses émissions de torchage de 50 % par rapport aux niveaux de 2014 d'ici 2020.
- Elle est réputée comme un excellent employeur et un chef de file du développement durable au sein de son secteur (par exemple, elle est reconnue comme un leader de la lutte contre le changement climatique par le CDP et fait partie du Dow Jones Sustainability Index).
- La société parraine le programme d'optimisation de la production de la formation de Bakken, qui vise à améliorer la récupération de pétrole et à réduire l'impact des activités d'exploitation pétrolière et gazière dans la formation, et y participe.
- Hess parraine le programme de forage écologique, qui vise à proposer des solutions scientifiques aux problèmes environnementaux associés à la mise en valeur du pétrole et du gaz, et y participe.

Devon Energy

- En juin 2019, la société a annoncé un plan visant à réduire l'intensité de ses émissions de méthane de 12,5 % d'ici 2025.

Le présent document a été préparé par Letko, Brosseau & Associés Inc. à titre indicatif seulement et ne vise pas à fournir des conseils d'ordre comptable, juridique ou fiscal ou des recommandations en matière de placement, et ne doit pas être utilisé comme tel. À moins d'indication contraire, les renseignements qu'il contient sont présentés aux dates indiquées. Bien que ces renseignements soient considérés comme exacts à la date où ils ont été préparés, Letko Brosseau ne peut garantir qu'ils sont exacts, complets et à jour en tout temps.

Lorsque les renseignements contenus dans le présent document proviennent ou sont dérivés de sources externes, les sources dont ils proviennent sont considérées comme étant fiables, mais la société n'en a pas effectué une vérification indépendante. Aucune représentation ou garantie n'est fournie quant à l'exactitude, l'exhaustivité ou la fiabilité de ces renseignements. Les opinions ou estimations contenues dans le présent rapport constituent notre jugement à cette date et sont sujettes à changement sans préavis. Les rendements passés ne sont pas garants des résultats futurs.

Le présent document peut contenir certaines déclarations prospectives qui reflètent nos attentes actuelles ou prévisions quant à des événements futurs concernant l'économie, les changements du marché et ses tendances. De par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis, entre autres, à des risques, des incertitudes et des hypothèses concernant les devises, la croissance économique, les conditions actuelles et prévues et d'autres facteurs appropriés dans les circonstances pouvant faire en sorte que les événements, résultats, performances ou perspectives réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés dans, ou sous-entendus par, lesdits énoncés. Les lecteurs sont avisés de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.